

RAPPORT MENSUEL

AOÛT- SEPTEMBRE 2021



EUROPEAN
OLYMPIC
COMMITTEES



EU
Office



The #HealthyLifestyle4All initiative was launched yesterday!

@EOCmedia commits to raise awareness on the need for all groups in society to have equal and better access to #sport, #physicalactivity and #healthylifestyles. #BeActive

See our pledge here bit.ly/3APQFko



An honour and a privilege to be welcomed by President Thomas Bach at the heart of the @Olympics family in Lausanne.

Great discussion on our joint priorities for sport as a vector for peace, global cooperation & integration.

European and Olympic values are inextricably linked.



INTERVIEW DU MOIS

Nouvelle présidente de la commission des athlètes du CIO : Emma Terho



"L'une des priorités de la commission des athlètes du CIO est de rassembler et de soutenir le réseau des commissions des athlètes afin que les athlètes du monde entier puissent être défendus le mieux possible."

Voir l'interview entière page 6

CHIFFRES & DONNÉES



Médailles aux J.O de Tokyo



| Rank | Team/NOC | 🥇 | 🥈 | 🥉 | Total | Rank by Total |
|------|----------------------------|----|----|----|-------|---------------|
| 1 | United States of America | 39 | 41 | 33 | 113 | 1 |
| 2 | People's Republic of China | 38 | 32 | 18 | 88 | 2 |
| 3 | Japan | 27 | 14 | 17 | 58 | 5 |
| 4 | Great Britain | 22 | 21 | 22 | 65 | 4 |
| 5 | ROC | 20 | 28 | 23 | 71 | 3 |
| 6 | Australia | 17 | 7 | 22 | 46 | 6 |
| 7 | Netherlands | 10 | 12 | 14 | 36 | 9 |
| 8 | France | 10 | 12 | 11 | 33 | 10 |
| 9 | Germany | 10 | 11 | 16 | 37 | 8 |
| 10 | Italy | 10 | 10 | 20 | 40 | 7 |

Source <https://olympics.com/tokyo-2020/olympic-games/en/results/all-sports/medal-standings.htm>



STAGE AU BUREAU DES COE

Le bureau de représentation des COE auprès de l'UE est à la recherche de nouveaux stagiaires pour la période février 2022 - juillet 2022 ! Si vous êtes intéressé, vous pouvez envoyer votre CV et votre lettre de motivation à hardman@euoffice.eurolympic.org avant le 15 octobre. Toutes les informations sur notre site web : <https://euoffice.eurolympic.org/internships>



- **Editorial** **4**
- **Le bureau de représentation des COE auprès de l'UE regrette la perte de Jüri Tamm** **5**



INTERVIEW DU MOIS

- **Nouvelle présidente de la commission des athlètes du CIO : Emma Terho** **6**



POLITIQUES SPORTIVES EUROPÉENNES ET PROGRAMMES DE FINANCEMENT

- **La 7ème Semaine européenne du sport lance l'initiative "HealthyLifeStyle4All"** **9**
- **Le rapport du Parlement européen sur le sport prend forme** **11**
- **Conférence de la présidence slovène sur l'activité physique tout au long de la vie** **12**
- **Piratage en ligne des retransmissions sportives : la Commission européenne répond à la résolution Parlement et annonce des actions pour 2022** **13**
- **Le mouvement sportif appelé à participer à la Conférence sur l'avenir de l'Europe** **14**
- **Le sport mentionné pour la première fois dans l'instrument de financement de l'UE pour les Balkans occidentaux** **15**
- **Les États membres échangent des idées sur les installations sportives durables**
- **Le sport comme instrument de coopération au développement - quel rôle pour l'UE ?** **17**
- **#BelInclusive - Prix européen du sport 2021** **18**
- **La Commission européenne publie une étude sur les données et statistiques liées au sport dans l'UE** **19**
- **Conférence sur la diversité de l'APES - Protection et promotion des droits des athlètes intersexes et transgenres dans les compétitions sportives** **20**



LE COIN DES PARTENAIRES

- **ENGSO participe à un groupe de travail international sur la qualité de l'air et le sport pour l'industrie du sport** **21**
- **Événements à venir** **22**



EDITORIAL

Chers lecteurs,

Même si le Covid-19 continue de façonner notre mode de vie au quotidien, la situation a considérablement changé par rapport à la même période l'année dernière. Les stades et les salles de sport en partie remplis donnent l'espoir, et pas seulement aux supporters, que la normalité revienne peu à peu. Toutefois, pour que cette évolution se poursuive, l'augmentation du taux de vaccination doit rester l'objectif principal de tous les efforts communs. Il est donc très appréciable que des célébrités du monde du sport s'engagent activement dans ce domaine. Jürgen Klopp est certainement un bon exemple que d'autres devraient suivre.

L'avenir du modèle européen du sport reste à l'ordre du jour, notamment grâce aux activités de la présidence slovène de l'UE. La réunion des directeurs sportifs qui s'est tenue en septembre à Bled a montré qu'une majorité d'États membres soutient ce modèle. En particulier, des questions telles que l'ouverture des compétitions, la solidarité financière, le lien entre le sport amateur et le sport de haut niveau (professionnel), l'uniformité des règles et des règles de promotion et de relégation équitables sont des éléments qui caractérisent le modèle européen du sport. Les compétences nécessaires aux fédérations sportives sont bien sûr également associées à des obligations qui peuvent être résumées sous le terme de bonne gouvernance.

Ces dernières années, un grand nombre de fédérations sportives ont porté leurs statuts à un niveau qui répond aux normes les plus élevées de bonne gouvernance des fédérations. Les fédérations qui ont encore du retard à rattraper sont soumises à une pression croissante au sein du sport. Le COI et l'ASOIF, avec son troisième examen de la gouvernance, ont clairement indiqué que les défaillances dans la gouvernance des fédérations ne seront plus tolérées, notamment pour éviter les effets négatifs sur le sport dans son ensemble.

Les élections des commissions des athlètes du CIO et des COE ont eu lieu à Tokyo en août et à Dubrovnik ce mois-ci. Félicitations à Emma Terho et Gerd Kanter, qui assureront la présidence jusqu'en février 2022 et novembre 2023. Il est dans l'intérêt du sport organisé d'avoir des commissions d'athlètes compétentes et fonctionnelles afin d'obtenir un juste équilibre des intérêts. En ce qui concerne Bruxelles, il serait certainement bénéfique que la présence des représentants des athlètes élus puisse avoir lieu encore plus régulièrement. La politique sportive européenne en bénéficierait également.

Prenez soin de vous et tout le meilleur pour les mois à venir,



Folker Hellmund

Directeur du bureau de représentation des COE auprès de l'UE

Le bureau de représentation des COE auprès de l'UE regrette la perte de Jüri Tamm



L'équipe du bureau de représentation des COE auprès de l'UE regrette le décès de Jüri Tamm, lanceur de marteau estonien et double médaillé olympique, qui s'est éteint à l'âge de 65 ans.

Grand champion olympique, Jüri Tamm était toujours à la recherche de nouveaux moyens de développer le sport en Europe.

Pendant plusieurs années, il a apporté ses idées nouvelles à la commission sur l'UE des COE, dont il était le président, après avoir été membre du comité exécutif des COE et président de la commission des athlètes des COE.

Le bureau de représentation des COE auprès de l'UE a apprécié la coopération confiante que nous avons eue avec Jüri et il nous manquera certainement comme ami. Son dévouement et sa passion pour le sport européen, son enthousiasme pour les projets innovants tels que le Marathon électrique de Tallinn à Monte Carlo qu'il a organisé et surtout son caractère ouvert et amical nous manqueront.



INTERVIEW DU MOIS



Emma Terho est une ancienne joueuse de hockey sur glace finlandaise et l'actuelle présidente de la commission des athlètes du CIO. Elle a été plusieurs fois médaillée de bronze aux Jeux olympiques et aux championnats du monde. Emma a représenté la Finlande à cinq Jeux olympiques d'hiver - toutes les éditions depuis l'inclusion du hockey sur glace féminin à Nagano en 1998 jusqu'en 2014 - et à huit championnats du monde de hockey sur glace féminin de l'IHF.

1. Tout d'abord, félicitations pour votre élection en tant que nouvelle présidente de la commission des athlètes du CIO ! Une question plus formelle pour commencer. Combien de commissions des athlètes existe-t-il et combien d'athlètes représentez-vous ?

Merci beaucoup ! Des organisations de tout le Mouvement olympique ont des commissions d'athlètes, y compris des comités nationaux olympiques, des fédérations sportives internationales, l'Agence mondiale antidopage, le Comité international paralympique et bien d'autres. Au total, il existe des centaines de commissions des athlètes, qui représentent tous les athlètes dans leur pays, leur sport ou leur

domaine spécifique.

L'une des priorités de la commission des athlètes du CIO est de rassembler et de soutenir le réseau des commissions des athlètes afin que tous les athlètes du monde entier puissent bénéficier du meilleur soutien possible.

2. Pouvez-vous nous parler de votre parcours d'athlète et de la façon dont vous pouvez mettre à profit cette expérience dans votre nouveau poste ?

J'ai eu la chance d'avoir une carrière d'athlète d'élite en hockey sur glace pendant près de 20 ans, ce qui m'a permis de participer à cinq Jeux olympiques et à sept championnats du monde. Ma participation aux Jeux olympiques et les rencontres que j'ai faites au fil du temps ont été les moments les plus précieux de ma carrière.

Bien sûr, gagner des médailles avec mon équipe a été un moment inoubliable. L'expérience d'être la plus jeune de l'équipe à l'âge de 16 ans à Nagano en 1998 et celle d'être le capitaine en remportant une médaille à Vancouver en 2010 sont différentes, mais toutes deux très spéciales.

J'ai la chance d'avoir été menée par ma carrière de la Finlande aux États-Unis, en passant par la Russie et aux quatre coins du monde. J'ai pu vivre de nombreuses expériences différentes, ce qui m'aide certainement à avoir plus de perspective en tant que représentante des athlètes.

Pour moi, la double carrière a toujours été un élément important - j'ai étudié à l'université tout en jouant au hockey - et je continuerai à plaider en faveur de cette possibilité également en tant que présidente de la commission des athlètes du CIO. Il s'agit en partie de réaliser ce que le fait de faire partie d'un sport et de chercher à donner le meilleur de soi-même nous apprend.

3. Quels sont les principaux sujets à l'ordre du jour et quelles sont les questions les plus urgentes à traiter selon vous ?

Nous nous trouvons dans une situation sans précédent, où les prochains Jeux olympiques arrivent, alors que la pandémie mondiale persiste. Pékin 2022 est naturellement la priorité immédiate, afin de garantir qu'avec nos différentes parties prenantes, les Jeux soient organisés de manière sûre pour toutes les personnes concernées. La santé mentale est un autre sujet auquel la commission continuera d'accorder beaucoup d'attention à l'avenir. Récemment, un excellent travail a été réalisé pour lancer une ligne d'assistance téléphonique sur la santé mentale, disponible 24 heures sur 24 et 7 jours sur 7, et mise à la disposition de tous

les athlètes qui ont participé aux Jeux de Tokyo. La prévention, la lutte contre le dopage, la double carrière et, bien sûr, la représentation effective des athlètes au sein du Mouvement olympique font également partie de nos priorités. En outre, la commission a déjà lancé de nombreux programmes pour soutenir les athlètes dans et en dehors des compétitions, et il s'agit là d'un domaine à développer.

La période à venir sera certainement très chargée et nous sommes toujours en contact avec les autres commissions des athlètes pour comprendre les sujets et les questions qui sont prioritaires pour eux et leurs athlètes.

4. Après un an de report, les Jeux olympiques de Tokyo ont eu lieu cet été. Comment estimez-vous la signification de ces Jeux pour les athlètes et quels retours avez-vous reçus des athlètes ?

L'impact des Jeux olympiques de Tokyo 2020 ne peut être sous-estimé, pour toutes les personnes concernées, et pas seulement pour les athlètes. L'ensemble du Mouvement olympique a déployé des efforts considérables pour que les Jeux puissent avoir lieu, et nos hôtes japonais ont fait un travail remarquable.

Nous avons tenu un certain nombre de réunions

de bilan depuis Tokyo et ce qui ressort le plus, c'est la reconnaissance des athlètes. Il est clair que les Jeux étaient différents à bien des égards, mais les athlètes ont compris les raisons pour lesquelles les différentes restrictions étaient en place et les efforts qui ont été déployés pour simplement permettre aux Jeux d'avoir lieu.

5. On dit toujours que les athlètes sont au cœur du mouvement olympique. Comment voyez-vous l'évolution de la représentation des athlètes dans le mouvement olympique ?

Grâce à l'Agenda olympique 2020, nous avons considérablement renforcé nos efforts pour soutenir les athlètes sur et en dehors du terrain de jeu. Cet effort se poursuit aujourd'hui avec l'Agenda olympique 2020+5.

L'évolution de la représentation des athlètes au cours de ces dernières années a été vraiment positive et il faut espérer que cela continue. Les feuilles de route stratégiques susmentionnées ont largement contribué à la création des commissions des athlètes dans l'ensemble du Mouvement olympique et un certain nombre de

programmes ont été mis en place pour soutenir leurs activités.

En tant que commission des athlètes du CIO, nous continuerons à plaider pour que tous les Comités Nationaux Olympiques et les Fédérations Internationales établissent une commission des athlètes efficace, et à travailler avec ces commissions pour s'assurer qu'elles sont soutenues autant que possible.

6. Il n'existe pas à proprement parler de voix commune des athlètes, car les intérêts divergent selon les disciplines, le niveau de professionnalisation ou l'origine. Comment allez-vous réussir à unifier ces positions afin d'être le plus efficace possible ?

Le Mouvement olympique est un véritable reflet de la diversité du monde. En même temps, notre force vient de notre diversité, l'important est d'être ouvert aux différents points de vue.

La commission des athlètes du CIO est composée d'athlètes issus d'un large éventail de sports et de pays, ce qui permet de recueillir de nombreux points de vue différents lors des réunions.

La chose la plus importante que nous puissions faire est d'écouter les athlètes de tous les coins du monde et de tous les sports, et de faire de notre mieux pour trouver une position qui satisfasse autant d'athlètes que possible.

Il est important de montrer nos processus et nos méthodes pour arriver à certaines positions sur n'importe quel sujet, et nous le faisons savoir autant que possible par le biais de notre plateforme Athlete365, destinée aux athlètes.

7. L'ancien président de la commission des athlètes des COE, Jean Michel Saive, vient d'être élu à la présidence du Comité Olympique Belge. Est-ce un modèle à suivre pour les autres athlètes afin de mieux faire entendre leur voix ?

C'est une excellente nouvelle que Jean-Michel Saive ait été élu président du Comité olympique et interfédéral belge (COIB). Il est très important que les athlètes qui ont terminé leur carrière sportive aient la possibilité de rester dans l'administration du sport, en particulier au niveau de la prise de décision.

J'espère que Jean-Michel, ainsi que les nombreux autres anciens athlètes qui occupent des postes de direction dans le Mouvement olympique, pourront inspirer la prochaine génération d'athlètes à faire le pas vers l'administration sportive après leur retraite.

Le bureau de représentation des COE auprès de l'UE remercie Emma Terho pour son interview et sa contribution au rapport mensuel.



POLITIQUES SPORTIVES EUROPÉENNES ET PROGRAMMES DE FINANCEMENT

La 7ème Semaine européenne du sport lance l'initiative "HealthyLifeStyle4All"

La Semaine européenne du sport (SES), rendez-vous annuel du sport et de l'activité physique pour les Européens, a regroupé, lors de sa 7ème édition, plus de 40 pays. Après une édition difficile dominée par le Covid-19 l'année dernière, le thème de cette année a mis en avant le pouvoir du sport et de l'activité physique pour apporter de la joie, renforcer la résilience et lier les générations.

Depuis son lancement en 2015, la SES est devenue une initiative bien coordonnée et de grande envergure, qui implique des coordinateurs nationaux et de nombreux partenaires au niveau national et européen, fermement engagés à promouvoir ses objectifs sur l'ensemble du continent européen (plus de 40 pays, dont certains également des Balkans occidentaux et de l'Europe de l'Est).

Les Comités olympiques européens sont l'un des partenaires officiels de la SES depuis le tout début. De même, les fédérations sportives européennes et les Comités olympiques nationaux (CNO) européens ont été des partenaires actifs de la SES, un certain nombre de CNO faisant office d'organes de coordination nationale pour l'évènement.

Conformément à la tradition d'organiser l'ouverture de la SES dans le pays qui assure la présidence du Conseil de l'UE, l'évènement de lancement de cette année a eu lieu le 23 septembre au lac de Bled en Slovénie et a été co-organisé par le ministère slovène de l'éducation, des sciences et des sports.

La commissaire européenne chargée du sport, Mariya Gabriel, a salué le début de cet évènement en constante progression. Elle a souligné le rôle du sport en tant que moteur d'un mode de vie sain et du bien-être et a présenté les futures activités de la Commission européenne sur le sport et la santé, l'innovation et l'éducation.

Elle a été rejointe par le président des Comités olympiques européens, Spyros Capralos, qui a souligné l'importance de la SES pour encourager les citoyens européens à mener un mode de vie actif et sain afin de contrecarrer le niveau toujours croissant de sédentarité et d'inactivité dans les États membres de l'UE.



La Commission lance l'initiative #HealthyLifestyle4All

Quelques heures avant l'ouverture de la SES, la Commission européenne a profité de l'occasion pour lancer son initiative tant attendue - [HealthyLifestyle4All](#). Dans le sillage de [l'Appel de Tartu pour un mode de vie sain](#), cette campagne de deux ans, animée par la devise "Ensemble, faisons la différence", aspire à associer le sport aux secteurs de la santé, de l'alimentation et autres pour promouvoir un mode de vie sain dans toute l'Europe. Elle s'articule autour de trois objectifs :

- Une plus grande sensibilisation aux modes de vie sains pour toutes les générations ;
- Un accès plus facile au sport, à l'activité physique et à une alimentation saine, en mettant l'accent sur l'inclusion et la non-discrimination pour atteindre les Européens défavorisés ;
- Faire équipe pour une approche holistique de l'alimentation, de la santé, du bien-être et du sport.

Elle offre la possibilité aux organisations sportives, aux institutions publiques et aux autres parties prenantes de s'engager à mener des actions concrètes sous la forme d'un engagement publique disponible sur un [tableau d'engagement en ligne](#).

La promotion du sport et des modes de vie sains est l'une des priorités du mouvement olympique en Europe et ses représentants ont donc été parmi les premiers à soumettre des engagements au nom de leurs organisations.

Dans son message vidéo, le président du Comité olympique international, Thomas Bach, a souligné la nécessité de promouvoir un mode de vie actif et le rôle du sport et de l'activité physique comme catalyseur pour inciter davantage de personnes à être actives. En conséquence, le [CIO s'est engagé](#) à promouvoir et à mettre en évidence les bienfaits du sport pour la santé physique et mentale de tous, par le biais de ses plateformes et activités numériques, afin de faire bouger les gens dans toute l'UE et au-delà. En outre, tout en s'appuyant sur son [Agenda olympique 2020+5](#), le CIO s'est engagé à soutenir la promotion d'une meilleure santé et d'un meilleur bien-être, ainsi que l'accès aux opportunités sportives, notamment en renforçant le rôle du sport en tant que catalyseur important des objectifs de développement durable des Nations Unies ou en soutenant les équipes olympiques du CIO pour les réfugiés.

Le président des Comités olympiques européens a réitéré le rôle des COE dans la promotion active d'un mode de vie sain pour tous et s'est [engagé](#) au nom de son organisation à continuer d'œuvrer pour que tous les groupes de la société aient un accès égal et meilleur au sport, à l'activité physique et à un mode de vie sain, contribuant ainsi à la santé et au bien-être de tous les citoyens. Les Comités olympiques européens se sont engagés à transmettre la portée et les avantages de cette initiative aux cinquante Comités olympiques nationaux d'Europe.



La SES est une initiative annuelle de la Commission européenne, organisée du 23 au 30 septembre, dont l'objectif est d'encourager les citoyens européens à "#BeActive", non seulement pendant la SES, mais aussi tout au long de l'année, indépendamment de l'âge, du milieu social ou de la condition physique.

Les directeurs généraux du sport de l'UE se réunissent également à Bled

À la veille de l'ouverture de la SES, le directeur du bureau européen des COE, Folker Hellmund, a été invité à participer à une réunion des directeurs généraux du sport de l'UE. Rassemblant des représentants des Etats membres de l'UE et de la Commission européenne, cette réunion a également accueilli quelques représentants du mouvement sportif pour discuter de l'avenir du modèle sportif européen. Folker Hellmund a souligné l'importance de sauvegarder les éléments constitutifs de ce modèle tels que la bonne gouvernance, les règles uniformes, les compétitions ouvertes à tous les niveaux, un calendrier sportif équitable ou la solidarité financière. Le modèle sportif européen et ses principes ont été soutenus par une majorité de participants et ces discussions alimenteront le débat actuel au sein du Conseil de l'UE concernant une résolution sur le modèle sportif européen.

INFORMATION COMPLÉMENTAIRE

[La Semaine européenne du Sport](#)

[Initiative HealthyLifestyle4All](#)

Le rapport du Parlement européen sur le sport prend forme

La commission CULT du Parlement européen discute actuellement de son rapport sur "la politique sportive de l'UE : évaluation et pistes d'évolution". La publication d'un rapport spécifique sur le sport, qui a lieu une fois par législature, est une occasion importante pour le Parlement européen d'exprimer son point de vue, mais aussi pour le mouvement sportif de faire entendre ses intérêts. Ainsi, le bureau bruxellois des Comités olympiques européens (COE) a suivi de près les discussions.

Suite à la consultation des parties prenantes que le rapporteur Tomasz Frankowski (PPE, Pologne) a organisé à la fin du mois de juin, son premier [projet de rapport](#) a été publié en juillet. Ce projet a ensuite été discuté au sein de la commission CULT le 31 août, où les rapporteurs fictifs et les autres membres de la commission CULT ont donné leur avis. La date limite pour que les membres de la commission CULT déposent des amendements au projet était le 9 septembre et des négociations sur [les amendements](#) de compromis ont actuellement lieu entre les rapporteurs.

Jusqu'à présent, le projet de rapport "reconnait l'importance d'un modèle sportif européen fondé sur des valeurs" et mentionne certains de ses principes clés tels que la solidarité, la compétition ouverte et le mérite sportif, tout en reconnaissant le rôle des fédérations dans la gouvernance de leur sport. En outre, le projet de rapport et certains amendements proposés soulignent l'importance d'intégrer le sport dans d'autres domaines politiques et programmes de financement. D'autre part, le rapport met fortement l'accent sur l'inclusion sociale et l'égalité et mentionne l'importance de la durabilité - autant de sujets que le bureau bruxellois des COE a déjà mis en avant par le passé.

La prochaine étape dans le processus d'adoption du rapport est le vote sur les amendements de compromis, qui devrait avoir lieu au sein de la commission CULT le 26 octobre. Pour l'instant, l'adoption finale par la plénière du Parlement est prévue le 22 novembre. Le bureau des COE à Bruxelles continuera à suivre de près les discussions.

Les précédents rapports du Parlement sur le sport, menés par les rapporteurs Hannu Takkula (2016) et Santiago Fisas (2012) ont été considérés comme des contributions importantes à l'élaboration de la politique européenne du sport et ont abouti, par exemple, à la création de la Semaine européenne du sport.

Conférence de la présidence slovène sur l'activité physique tout au long de la vie

Le 24 septembre, des experts slovènes et internationaux dans le domaine de l'activité physique, des représentants de la Commission européenne et des États membres de l'UE ainsi que des acteurs du sport et le public intéressé se sont réunis à Bled, en Slovénie, pour la [conférence de la présidence slovène sur l'activité physique tout au long de la vie](#).

Le thème de l'activité physique tout au long de la vie est l'un des [sujets prioritaires](#) pour le sport, choisi par la présidence slovène du Conseil. Son importance s'est encore accrue à la lumière de la pandémie de Covid-19 qui a entraîné l'arrêt de la pratique du sport organisé pendant de nombreux mois.

Liée à la [Semaine européenne du sport](#) et au lancement de la campagne HealthyLifestyle4All, la conférence avait pour principal objectif de discuter de la manière de garantir une activité physique à chaque individu tout au long de sa vie et de contrôler efficacement l'activité physique afin d'accroître la motivation et d'informer les décideurs politiques.

Dans son discours d'ouverture, Simona Kustec, ministre slovène de l'éducation, a souligné l'importance de l'activité physique "du berceau à la tombe" et la nécessité d'une coopération des États membres et des scientifiques pour identifier les pratiques réalisables et efficaces au profit des citoyens européens. Si possible, les résultats de cette coopération alimentent l'élaboration des politiques, comme c'est le cas dans le rapport du Parlement européen intitulé "[La politique sportive de l'UE : évaluation et pistes d'action](#)". Le rapporteur Tomasz Frankowski, membre du Parlement européen pour le PPE, a rappelé la présence de l'activité physique tout au long de la vie dans son rapport parlementaire et a appelé tous les participants à profiter des avantages découlant d'une activité physique régulière, qui vont du renforcement de la résilience à l'amélioration de la santé générale.

Les quatre panels de la conférence ont donné au public une image complète du sujet.

Idéalement, les individus intériorisent l'activité physique comme une habitude qui les accompagne au long de leur vie. En développant l'offre sportive, en promouvant la culture de l'exercice physique dès le plus jeune âge, les individus restent actifs même s'ils rencontrent des obstacles. La pandémie de Covid-19 a montré que les personnes qui étaient actives auparavant ont maintenu leurs habitudes, alors que l'activité physique était encore plus difficile pour celles qui ne s'adonnaient qu'occasionnellement à des pratiques sportives.

Néanmoins, la responsabilité d'adopter et maintenir un mode de vie sain n'incombe pas uniquement à l'individu ou aux organisations sportives. Les gouvernements, les ministères, les organismes privés et le secteur du sport sont également invités à s'engager dans un dialogue le bien de tous.

Afin de rendre ces efforts efficaces, un système de suivi est nécessaire. Les données disponibles sur le sport en Europe aujourd'hui ne sont ni viables ni comparables entre les États. Il est donc crucial de trouver une méthodologie commune pour harmoniser les données.

Enfin, le rôle des médias a été discuté. Les intervenants ont mentionné des campagnes médiatiques et le besoin d'une plus grande représentation des sports de masse dans l'actualité locale, pour que les Européens puissent s'y identifier et s'y intéresser.

Les réactions à cette conférence devraient être prises en compte dans les conclusions du Conseil, attendues pour la fin novembre 2021.

Piratage en ligne des retransmissions sportives : la Commission européenne répond à la résolution du Parlement et annonce des actions pour 2022

La Commission européenne a répondu à la [résolution](#) adoptée par le Parlement européen en mai 2021 sur les "défis pour les organisateurs d'événements sportifs dans l'environnement numérique".

Le vice-président de la Commission européenne, Maroš Šefčovič, a écrit une [lettre](#) au président du Parlement européen, David Sassoli, dans laquelle il expose la position de la Commission sur le piratage en ligne des retransmissions sportives en direct. En principe, la Commission partage l'avis du Parlement selon lequel la diffusion illégale de retransmissions sportives en direct doit être combattue plus efficacement.

Dans ce contexte, la Commission se réfère à une étude qu'elle a demandée à l'Observatoire européen de l'audiovisuel sur les solutions existantes contre le piratage en ligne de contenus sportifs. L'étude est attendue cet automne et alimentera l'évaluation de la situation par la Commission.

L'élément principal de la lettre est l'annonce de la Commission de "présenter, au cours du premier semestre 2022, les mesures législatives ou toute autre action concrète qu'elle entend prendre pour lutter contre le piratage en ligne des contenus en direct, y compris les événements sportifs en direct". Cela garantit au moins que la Commission européenne continuera à s'occuper du problème, même si le champ des mesures possibles reste très large.

En outre, la Commission fait référence aux négociations en cours sur la législation sur les services numériques (Digital Services Act, DSA), qui établira certaines règles qui seront également pertinentes pour la lutte contre les retransmissions sportives en direct illégales, telles que le concept de signaleurs de confiance ou le principe "connaissez votre client".

Pour rappel, le 19 mai, les députés européens ont adopté la résolution sur les "défis des organisateurs d'événements sportifs dans l'environnement numérique" par 479 voix pour, 171 contre et 40 abstentions. Par cette résolution, le Parlement a demandé à ce que la diffusion en ligne illégale d'événements sportifs en direct soit bloquée en temps réel et que les droits des organisateurs soient renforcés.

Le Parlement demande que "le retrait des retransmissions illégales de contenus sportifs en direct ou le blocage de l'accès à ces contenus par les intermédiaires en ligne se fasse immédiatement, ou aussi rapidement que possible, et en tout état de cause au plus tard dans les 30 minutes à compter de la réception de la notification de l'existence de ces retransmissions illégales émise par les titulaires des droits ou par un signaleur de confiance certifié".

Dans la résolution, le Parlement européen a également demandé à la Commission européenne de présenter immédiatement des propositions d'actes législatifs qui suivent les recommandations des députés.

Le mouvement sportif appelé à participer à la Conférence sur l'avenir de l'Europe

Le premier [rapport intermédiaire](#) de la Conférence sur l'avenir de l'Europe (CoFoE), un processus de consultation sans précédent pour tous les citoyens européens sur l'avenir de l'UE, a été publié en septembre. Le rapport résume 6 115 idées, 11 879 commentaires et 1 685 événements qui ont été proposés sur la [plateforme numérique multilingue](#). Le sport y est mentionné comme un moyen de favoriser le développement de l'identité et de la citoyenneté européennes, par exemple par le biais du programme Erasmus+, d'événements sportifs européens ou d'équipes sportives européennes.

Sur la base du rapport, les 200 participants du panel de citoyens sur "l'économie, la justice sociale, l'emploi et l'éducation, la jeunesse, la culture, le sport et la transformation numérique" se sont réunis pour la première fois le 17 septembre. Au cours de cette première session, les participants ont travaillé sur des projets de recommandations basés sur les contributions des citoyens à la plateforme et ont discuté de l'organisation de la plénière de la conférence en octobre.

Les panels de citoyens se poursuivront jusqu'en janvier, tandis que les plénières de la conférence auront lieu en octobre, décembre, janvier et mars, avant que l'événement de clôture ne soit organisé en avril.

D'ici là, tous les citoyens et toutes les organisations sont invités à partager leurs idées, qui seront ensuite écoutées par les législateurs européens lorsqu'ils concevront l'avenir de l'Europe. La CoFoE représente une belle opportunité pour le mouvement du sport organisé de démontrer comment le sport peut contribuer au développement futur de nos sociétés.

Les organisations sportives peuvent participer de deux manières. Premièrement, les organisations et les individus sont invités à utiliser la plateforme en ligne de la Conférence pour partager des idées sur l'avenir du sport et pour soutenir ou débattre des propositions d'autres citoyens. Deuxièmement, des événements peuvent être organisés sous le label de la Conférence sur l'avenir de l'Europe afin d'entendre les idées des citoyens sur des sujets liés au sport (c'est-à-dire l'identité européenne, l'égalité des sexes, la diversité et l'inclusion, le développement régional, et autres, conformément aux valeurs de l'Union européenne). Tous les formats sont envisageables (discussions de citoyens, ateliers avec des athlètes et des acteurs du sport de masse, forums réunissant des fédérations, etc., en ligne ou en personne), et les résultats de l'événement alimenteront les résultats finaux du processus de consultation.

Jusqu'à la fin de la Conférence sur l'avenir de l'Europe en avril, le bureau UE des COE est disponible pour vous accompagner dans le partage de vos réflexions et idées sur l'avenir du sport européen, que ce soit en vous impliquant sur la Plateforme, ou en organisant un événement labellisé par la conférence.

INFORMATION COMPLÉMENTAIRE

[Dates clés de la Conférence](#)

[Conseils sur comment s'impliquer sur la plateforme](#)

[Conseils sur comment organiser un événement](#)

[Plus de détails sur la Conférence](#)

Le sport mentionné pour la première fois dans l'instrument de financement de l'UE pour les Balkans occidentaux

Le 15 septembre, trois mois après l'approbation finale de son homologue chargé du financement des affaires extérieures - [Global Europe](#) - la troisième génération de [l'instrument d'aide de préadhésion \(IPA III\)](#) a été adoptée.

Achevant le processus législatif en séance [plénière du Parlement européen](#) et s'appliquant rétroactivement à compter du 1er janvier 2021, l'instrument aidera les pays candidats (Albanie, Monténégro, République de Macédoine du Nord, Serbie, Turquie) et les pays candidats potentiels (Bosnie-Herzégovine, Kosovo) à mieux se préparer à l'adhésion à l'UE. D'un montant de 14,2 milliards d'euros, l'IPA III aidera ces pays à adopter et à mettre en œuvre les réformes politiques, institutionnelles, juridiques, administratives, sociales et économiques nécessaires pour se conformer aux valeurs de l'Union et s'aligner progressivement sur les règles, normes et politiques de l'UE.

Pour la première fois, l'instrument inclut une possibilité explicite pour ses autorités de gestion de soutenir le sport, et ce dans le cadre de priorités thématiques générales - (...) offrir un soutien aux secteurs culturels et créatifs et au sport (art 3, 3 (k)) - ainsi que dans le cadre de

priorités thématiques liées à la coopération transfrontalière - investir dans la jeunesse, le sport, l'éducation et les compétences (art 3, 4 (f)).

Depuis 2018, le bureau de représentation des COE auprès de l'UE plaide activement pour une meilleure prise en compte du sport dans les nouveaux programmes de financement externe de l'UE et pour sa reconnaissance en tant qu'instrument important et "facilitateur" du développement durable, des relations de bon voisinage et de la diplomatie publique. C'est pourquoi nous sommes ravis de constater qu'après Global Europe, l'IPA III devrait également offrir des possibilités de soutien pour le sport.

Afin de transformer ce potentiel en réalité, le bureau de représentation des COE auprès de l'UE invite les Comités Nationaux Olympiques concernés et les autres organisations sportives à collaborer avec les Délégations de l'UE et les autorités de gestion de l'IPA dans leurs pays respectifs et à se renseigner sur les possibilités de coopération et de financement offertes par le nouvel instrument.

INFORMATION COMPLÉMENTAIRE

[IPA III – Fiche d'information](#)

Les États membres échangent des idées sur les installations sportives durables

Les 16 et 17 septembre, un atelier d'échange a eu lieu à Munich sur le thème des installations sportives durables. Ce type d'échange donne aux États membres intéressés l'occasion d'échanger des idées sur un sujet spécifique et sont définis dans le plan de travail de l'UE pour le sport. L'atelier a été organisé par le ministère fédéral allemand de l'Intérieur avec le soutien de l'Université des sciences appliquées de Munich et de l'Institut fédéral allemand des sciences du sport (BISp).

Les présentations ont mis en lumière différents

aspects des installations sportives durables.

Dans son discours d'ouverture, la professeure Natalie Essig, de l'Université des sciences appliquées de Munich, a plaidé en faveur d'une refonte de la construction des installations sportives. Les installations sportives durables doivent être exploitées de façon plus efficace et moins intensive en ressources.

Jutta Kattage du BISp s'est concentrée sur les installations sportives de plein air et a présenté

des approches pour mettre en œuvre le développement durable dans les installations sportives de plein air.



Jens Prüller, de la Fédération sportive régionale de l'État de Hesse, a parlé des défis à relever au niveau des clubs pour construire et exploiter les installations sportives de manière durable et neutre sur le plan climatique. Il a plaidé pour que tous les toits disponibles dans une zone sportive, par exemple sur les clubs house, les salles de sport et les piscines, soient équipés de systèmes photovoltaïques afin de produire de l'énergie régénérative directement sur le terrain de sport.

Andreas Bold, du bureau de représentation des COE auprès de l'UE, a présenté le Fonds européen de développement régional (FEDER), qui offre de bonnes possibilités de cofinancement d'installations sportives durables. Le bureau européen des COE a réussi à obtenir que le sport soit mentionné pour la première fois dans le règlement du FEDER, ce qui devrait améliorer les chances d'éligibilité des installations sportives en général. Si l'on ajoute à cela le fait que 30 % des fonds FEDER doivent être consacrés à des objectifs climatiques, il est évident que la construction de nouvelles installations sportives durables ou la rénovation énergétique d'infrastructures sportives existantes s'inscrivent parfaitement dans les objectifs du FEDER. Andreas Bold a donc motivé les États membres à mieux utiliser les possibilités du FEDER dans le domaine des installations sportives durables au cours de la période de financement 2021-2027.

Lilian Tretout, de Solideo, l'entreprise publique chargée de la livraison des Jeux olympiques et paralympiques de 2024 à Paris, a également apporté des idées intéressantes.

A good match: ERDF and sustainable sport facilities



Tretout a présenté la manière dont les installations sportives déjà existantes sont remodelées pour être économiquement, écologiquement et socialement durables.

L'atelier s'est terminé par une visite commune du parc olympique de Munich, comprenant le stade olympique et la piscine couverte.

Dans l'ensemble, cet événement a été une bonne occasion de créer des réseaux et de mettre la lumière sur les différentes facettes des installations sportives durables. Il est certain que la durabilité des installations sportives restera une priorité, notamment en ce qui concerne leur planification et leur exploitation. En vue du Green Deal, les exploitants d'installations sportives doivent également s'efforcer de rendre leurs installations neutres sur le plan climatique le plus rapidement possible.

Les présentations et l'enregistrement de l'événement seront publiés sur le site Internet de BISp dans un avenir proche.

INFORMATION COMPLÉMENTAIRE

[Institut fédéral allemand des sciences du sport : Installations sportives extérieures durables](#)

[Institut fédéral allemand des sciences du sport : Directives pour la construction durable d'installations sportives](#)

Le sport comme instrument de coopération au développement - quel rôle pour l'UE ?

Le 28 septembre, la Deutsche Gesellschaft für Internationale Zusammenarbeit (GIZ) a organisé un webinaire sur le potentiel du sport dans la coopération au développement, intitulé "Building back better as a team : comment le sport peut-il renforcer la cohésion sociale et la résilience ?

Le webinaire visait à informer en particulier les organes de l'UE en charge de la coopération au développement, tels que les directions générales de la Commission européenne INTPA, NEAR, EAC, ainsi que les délégations de l'UE sur les potentiels du sport comme outil de coopération au développement. En outre, de nombreuses organisations sportives ont suivi le webinaire.

Après le mot de bienvenue de la GIZ, Uschi Schmitz, membre du Comité exécutif des Comités olympiques européens, a prononcé le discours principal de l'événement. Dans son discours, elle a évoqué le succès du bureau européen des COE, qui a réussi à promouvoir l'inclusion du sport dans le programme Global Europe de la Commission européenne. Ce succès sur papier doit maintenant être concrétisé par des projets concrets. Elle a invité les États membres et les institutions de l'UE à utiliser davantage le sport comme moyen de coopération au développement et à travailler en étroite collaboration avec les fédérations sportives nationales et européennes dans ce contexte. Après tout, a-t-elle dit, le sport est un outil puissant pour atteindre des objectifs sociétaux tels que l'égalité des sexes, l'inclusion, l'intégration, la cohésion sociale, la santé et le bien-être. Mme Schmitz a souligné qu'un certain nombre de CNO européens sont déjà actifs dans le domaine du sport au service du développement, comme les CNO d'Allemagne, du Danemark, de Norvège, de France, de Turquie et des Pays-Bas. Global Europe constituera désormais un point de départ pour renforcer le domaine du sport au service du développement au niveau européen.

Innocent Asimwe, coordinateur national de la GIZ en Ouganda, a ensuite présenté le projet

Athletics for Development (A4D). Ce projet vise à renforcer la cohésion sociale dans les communautés d'accueil en Ouganda par le biais de l'athlétisme. L'un des axes est l'inclusion des personnes handicapées. Le projet est en cours depuis 2018 en coopération avec la Confédération allemande des sports olympiques, le Comité olympique ougandais et la Fédération mondiale d'athlétisme, entre autres.



Laëtitia Habchi, de l'Agence française de développement (AFD), a présenté la coalition "Le développement durable par le sport", qui réunit à la fois des banques de développement et des organisations sportives telles que le CIO et la FIFA.

Ensuite, Friederike Kärcher, (Ministère fédéral allemand de la coopération économique et du développement), Dr. Decius Chipande (Conseil du sport de l'Union africaine), Philipp Müller-Wirth (UNESCO) et Magdalena Spasovska (Organisation sportive TAKT Macédoine du Nord) ont discuté des possibilités du sport pour promouvoir les processus de développement.

Mme Kärcher a souligné que le sport est dans l'ADN de notre société et qu'il a un potentiel particulier pour atteindre les enfants et les jeunes. M. Müller-Wirth a souligné que la pandémie de Covid-19 a également conduit à une "pandémie d'inactivité", raison pour laquelle les opportunités sportives sont d'autant plus importantes aujourd'hui. Dans une contribution, Donald Rukare, président du Comité olympique ougandais, a insisté sur la nécessité de mieux ancrer le sport dans d'autres domaines politiques tels que la santé ou l'éducation.

Bien que le thème du sport au service du développement fasse l'objet d'une attention et d'une mise en œuvre internationales croissantes, par exemple par le biais des Nations unies, des agences nationales de développement et des organisations sportives, les institutions européennes n'ont pas encore été actives dans ce domaine.

Avec l'inclusion du sport dans les domaines d'intervention des programmes européens pertinents, Global Europe et l'Instrument d'aide de préadhésion, de bonnes conditions ont été créées pour que les institutions européennes utilisent le sport comme instrument de coopération au développement.

Le secteur du sport organisé souhaiterait que l'UE exploite davantage le potentiel de développement du sport, notamment en coopération avec les fédérations et les clubs.

INFORMATION COMPLÉMENTAIRE

[Règlement établissant l'instrument de voisinage, de coopération au développement et de coopération internationale](#)

[Règlement sur l'instrument d'aide de préadhésion](#)

[GIZ - Boîte à outils - sport pour le développement](#)

#BelInclusive - Prix européens du sport 2021

Les Prix européens du Sport 2021 #BelInclusive de la Commission européenne sont désormais ouverts aux nominations.

Depuis 2017, les #BelInclusive Prix européens du Sport récompensent les accomplissements des organisations sportives travaillant avec des réfugiés, des personnes handicapées, des minorités ethniques, des jeunes et d'autres groupes défavorisés, tout en adoptant une dimension d'égalité des genres. Dès lors, les #BelInclusive Prix européens du Sport aspirent à récompenser les initiatives exemplaires du domaine du sport, ainsi de favoriser les synergies entre le sport et d'autres secteurs voisins.



Les Prix Européens du Sport #BelInclusive comportent trois catégories de prix :

- Franchir des obstacles

Cette catégorie aspire à récompenser les projets proposant des solutions pour surmonter les obstacles à la participation sportive.

- Célébrer la diversité

Récompenser les projets montrant la tolérance et les avantages de la compréhension mutuelle, ainsi que la façon dont différents groupes de personnes travaillent ensemble.

- Inspirer le changement

Il s'agit de récompenser les projets qui font preuve d'inspiration à travers des exemples positifs d'autonomisation et de modèles issus de groupes ayant défavorisés qui s'engagent dans le changement.

Pour chaque catégorie, trois prix seront attribués : 10 000 euros pour le gagnant, 2 500 euros pour les 2ème et 3ème places.

En outre, les Prix européens du sport #BelInclusive visent également à mettre en lumière sur des idées novatrices, inspirantes et les meilleures pratiques en Europe dans le domaine du sport.

Informations pratiques

Les Prix européens du sport #BeInclusive s'adressent aux personnes morales ou aux autorités publiques qui ont développé avec succès un projet sportif dans les États membres de l'UE ou dans des pays tiers associés au programme Erasmus+, ciblant des groupes défavorisés, marginalisés ou désavantagés, tels que des personnes issues de milieux sociaux, économiques ou éducatifs difficiles, des personnes souffrant d'un handicap et/ou de problèmes de santé et des personnes d'origines culturelles diverses, telles que des migrants, des réfugiés, des minorités ethniques ou des personnes vivant avec des barrières géographiques. Les projets ne doivent pas nécessairement être des projets transnationaux ou soutenus par l'UE.

Les candidats doivent être inscrits dans le [registre des participants](#). La candidature est présentée par un "candidat unique" et doit contenir toutes les informations demandées (Partie A - Partie B) afin d'être soumise électroniquement via le système de soumission électronique du [portail des opportunités de financement et d'appels d'offres](#) avant le jeudi 21 octobre 2021 à 17h00 (CET).

De plus amples informations sont disponibles [ici](#).

INFORMATION COMPLÉMENTAIRE

[Financement et appels d'offres \(europa.eu\)](#)

La Commission européenne publie une étude sur les données et statistiques liées au sport dans l'UE

Le 20 septembre 2021, la Commission européenne a publié une étude intitulée "[Mapping sport statistics and data in the EU](#)". Cette étude représente la première cartographie approfondie des statistiques et données concernant la contribution économique et sociale du sport aux niveaux européen et national dans les 27 États membres de l'UE.

Contexte de l'étude

En consultant les données et statistiques disponibles de 2012 à 2021, en interrogeant les parties prenantes concernées, telles que le bureau européen des COE, et en sondant les parties prenantes concernées, l'étude vise à saisir la valeur du sport dans des dimensions à la fois plus étroites et plus larges aux niveaux européen et national. Grâce à une analyse comparative, elle identifie les lacunes et les chevauchements existants dans les ensembles de données disponibles et fournit des recommandations politiques pour combler ces lacunes et harmoniser davantage les statistiques du sport dans les États membres de l'UE. En outre, la collecte de données fiables et comparables est importante pour alimenter les politiques qui promeuvent les différents bénéfices et dimensions du sport.

Résultats

Pour rendre compte de la nature intersectorielle du sport, la collecte de données et les résultats de la recherche sont structurés en domaines thématiques.

Pour la dimension économique du sport, l'étude a permis de constater que le PIB direct lié au sport dans l'UE-27 a atteint 310,6 milliards d'euros et que l'emploi direct dans le secteur du sport dans l'UE-27 concerne 5,2 millions de personnes.

La valeur de l'activité physique bénéfique pour la santé est largement reconnue, mais le chevauchement de plusieurs sources de données empêche une évaluation précise.

Avec 6 % des citoyens de l'UE engagés dans le bénévolat et 30 % de la population de plus de 16 ans qui a assisté à au moins un événement sportif en 2015, le sport est le plus grand mouvement de société civile dans l'UE.

Une cartographie de l'organisation du sport dans les États membres de l'UE a été tentée afin de fournir des connaissances supplémentaires pour une meilleure élaboration des politiques, mais il s'est révélé difficile d'obtenir une vision harmonisée.

La dernière dimension étudiée, le financement du sport et de la politique sportive, a gagné en importance non seulement au niveau de l'UE mais aussi au niveau national. Néanmoins, les synergies avec d'autres domaines politiques doivent encore être mieux prises en compte.

Recommandations

D'un point de vue statistique et méthodologique, les principaux défis de l'harmonisation des données sur le sport dans l'UE sont la portée limitée des collectes de données existantes, les différentes conceptions du sport, le chevauchement des sources de données, la fréquence de la collecte de données et la coopération limitée au niveau international.

Par conséquent, l'étude suggère de créer un groupe de travail sur les statistiques du sport afin d'améliorer la méthodologie, de tirer parti des synergies entre les collectes de données existantes et d'unir les forces avec d'autres organisations internationales.

Un premier pas vers des statistiques sportives harmonisées a déjà été fait avec l'[appel d'offres "Soutien au développement de statistiques sportives harmonisées dans l'UE"](#) qui était ouvert jusqu'au 13 septembre 2021.

INFORMATION COMPLÉMENTAIRE

[Étude "Cartographie des statistiques et des données sportives dans l'UE"](#).

Conférence sur la diversité de l'APES - Protection et promotion des droits des athlètes intersexes et transgenres dans les compétitions sportives

Le 21 septembre 2021, le Conseil de l'Europe a organisé sa conférence sur la diversité de l'APES (Accord partiel élargi sur le sport), à laquelle ont participé des responsables de haut rang tels que la ministre française des Sports et la directrice générale de la démocratie du Conseil de l'Europe. L'événement était axé sur les athlètes et les spécialistes de l'égalité des genres et de l'inclusion dans le sport, en particulier l'inclusion des athlètes transsexuels et intersexuels dans les compétitions sportives de haut niveau et amateurs.

Plusieurs intervenants de l'événement ont convenu de la nécessité de moderniser les règles pour que les athlètes transsexuels et intersexes puissent participer aux compétitions de haut niveau et amateurs. Les intervenants ont également convenu que le rôle du mouvement sportif est de préserver la santé et le bien-être de nos athlètes, qui sont au cœur du sujet.

Le directeur médical et scientifique du CIO, Richard Budgett, était l'un des intervenants de la conférence. Dr. Budgett a souligné les nombreux changements qui ont eu lieu ces deux dernières années afin de garantir que le sport soit un environnement sûr et inclusif.

Le CIO a mené des consultations auprès d'une grande variété d'athlètes pour comprendre les véritables défis et publiera des lignes directrices, sur la base desquelles les fédérations pourront élaborer de nouvelles règles pour garantir un système plus sûr pour leurs athlètes intersexes et transsexuels.

Les intervenants ont également mentionné que les instances dirigeantes du sport et les pouvoirs publics ont un rôle important à jouer, car ce sont eux qui prennent les décisions et détiennent la clé pour rendre les compétitions sportives plus diversifiées en mettant fin au modèle binaire. Le ministère français des sports a été qualifié d'"allié" pour ses efforts visant à normaliser l'inclusion et la diversité en vue de Paris 2024. De plus, les experts ont réagi favorablement à la création par le CIO de nouvelles directives sur la participation des athlètes transsexuels et intersexuels, afin de la rendre aussi pertinente et équitable que possible pour le sport.

L'APES publiera bientôt une étude sur les droits des athlètes transgenres afin de mettre à disposition des informations sur le sujet pour que les athlètes et/ou les parties prenantes concernées puissent en tirer des enseignements.

L'étude contiendra plus de détails et des définitions afin de s'assurer que les bons termes soient utilisés. Cet outil guidera les organisations sportives dans la poursuite de leurs efforts en faveur de l'inclusion. Il a également été demandé au mouvement sportif de collaborer avec les organisations LGBTQIA+ afin de garantir une approche holistique de l'inclusion et de la diversité.

INFORMATION COMPLEMENTAIRE

[Fiche d'information et programme Conférence sur la diversité 2021](#)

[Directives du COI en matière de représentation : représentation égale, équitable et inclusive des sexes dans le sport](#)

[Résumé de la recherche sur la biologie et la performance des transgenres chez World Rugby](#)

LE COIN DES PARTENAIRES

ENGSO participe à un groupe de travail international sur la qualité de l'air et le sport pour l'industrie du sport

Le 27 septembre, un groupe d'organisations sportives internationales a annoncé la création d'un groupe de travail qui se concentrera sur la résolution des problèmes de qualité de l'air ayant un impact sur le sport. Cette annonce s'inscrit dans le cadre de la Journée internationale de l'air pur pour un ciel bleu du Programme des Nations unies pour l'environnement. Cette journée a été créée pour attirer l'attention sur les impacts de la pollution atmosphérique sur la santé, en particulier pendant la pandémie de Covid-19, et pour faciliter les solutions et inciter à l'action pour assainir l'air.

ENGSO a été invité en tant que membre fondateur de ce groupe de travail sur la qualité de l'air. Les autres membres fondateurs du groupe sont World Athletics, Sport and Sustainability International, ENGSO Youth, Formula E et l'Union cycliste internationale.

La qualité de l'air représente l'un des nombreux problèmes environnementaux croissants qui ont un impact sur le sport aujourd'hui. En travaillant ensemble, les organisations participantes s'engagent à sensibiliser aux problèmes de qualité de l'air, à collaborer sur les ressources, à partager les connaissances et l'expertise, à investir dans la recherche et à coordonner avec

les partenaires de l'industrie dans le but d'aborder et de résoudre collectivement ces problèmes. ENGSO estime que la qualité de l'air et les environnements propres et sains sont des questions essentielles qui nous concernent tous et qui, par conséquent, ont également un effet sur la qualité de l'activité physique (et de la vie), notamment au niveau local. Le sport ne peut être une activité saine s'il est pratiqué dans un environnement pollué.

Grâce à son travail pour le sport de masse, ENGSO développe des politiques et des outils qui favorisent la santé, l'action climatique, l'égalité, l'inclusion, la durabilité et l'intégrité, entre autres. L'objectif d'ENGSO est de contribuer à une meilleure qualité de vie, en utilisant le sport de masse comme outil et en veillant à ce que les citoyens du monde entier aient accès à des environnements sportifs propres et sûrs.

INFORMATION COMPLEMENTAIRE

[SandSI et World Athletics s'associent pour diriger un groupe de travail international sur la qualité de l'air et le sport pour l'industrie du sport - SandSi \(\[sportsustainability.org\]\(https://sportsustainability.org\)\)](#)



Événements à venir (octobre)

11- 14 octobre 2021

19ème Semaine européenne des régions et des villes (UE)

21 -23 octobre 2021

Plateforme européenne du sport (ENGSO - Vilnius, Lituanie)

24 -25 octobre 2021

ANOC Assemblée Générale (Crète)



EOC EU Office
71, Avenue de Cortenbergh
1000 Brussels, Belgium



+32 2 738 03 20



info@euoffice.eurolympic.org



www.euoffice.eurolympic.org



EUROPEAN
OLYMPIC
COMMITTEES



EU
Office